



HAL
open science

Le Centre de recherches historiques comme "structure fédérative"? Réseaux de collaboration et thèmes de recherche (1974-1995)

Claire Lemerrier

► To cite this version:

Claire Lemerrier. Le Centre de recherches historiques comme "structure fédérative"? Réseaux de collaboration et thèmes de recherche (1974-1995). Cahiers du CRH, 2005, 36, pp.297-327. halshs-00412040

HAL Id: halshs-00412040

<https://shs.hal.science/halshs-00412040>

Submitted on 31 Aug 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Centre de recherches historiques comme « structure fédérative » ? Réseaux de collaboration et thèmes de recherche (1974-1997)

Claire LEMERCIER

Chargée de recherche au CNRS (IHMC), Claire.Lemercier@ens.fr

Comment penser un centre de recherches en histoire comme lieu de travail, et d'un travail collectif hautement revendiqué comme tel ? Pour se détacher de la vision du chercheur isolé dans ses archives, signataire unique de sa thèse et de ses ouvrages, il peut être utile d'emprunter pour un instant le regard d'une sociologie des organisations¹. Des sources s'y prêtent en effet, en ce qu'elles s'adressent avant tout à un organisme de tutelle qui est aussi l'employeur d'une partie des membres du Centre : il s'agit des rapports d'activités destinés au CNRS, qui servent également de « vitrine » pour le Centre, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'EHESS.

Ainsi, l'organigramme actuellement affiché au CRH², version actualisée de celui publié dans le rapport d'activité de 1990-1993, est un bon indice de la difficulté de représenter la structure du centre. Alors que les rapports précédents présentaient sous le titre d'« organigramme » une simple liste des effectifs pour chaque statut (directeur d'études, ingénieur d'études, etc.), on trouve ici une tentative graphique. A l'intérieur d'un grand rectangle, apparaissent d'une part l'équipe de direction, ainsi que quelques groupes et revues, qui ne réalisent pas, loin de là, une partition de l'ensemble du personnel ; d'autre part, un ensemble d'îlots que rien ne relie et dont rien ne justifie l'emplacement, chacun peuplé d'individus souvent dotés d'ubiquité. Cet archipel des enquêtes est censé évoquer ce que le dernier rapport d'activités publié désigne comme une « structure fédérative »³.

[insérer à proximité l'image de l'organigramme de 1998]

Si les organigrammes des manuels de management, voire ceux des entreprises, prétendent généralement « penser l'organisation avant de la réaliser »⁴, ou du moins de la modifier, il semble qu'il s'agisse ici plutôt de rendre compte d'une structure complexe héritée d'évolutions largement incontrôlables. Pour autant, le choix de la métaphore fédérale n'a rien d'innocent, comme le montre le reste du rapport. Il fait écho à une politique de recherche collective qui apparaît en rupture avec celle des années précédentes. L'organigramme entretient d'ailleurs un rapport ambigu avec la notion de hiérarchie, ou de pilotage : si les directeurs d'enquête et surtout l'équipe de direction sont distingués, celle-ci, placée en haut du schéma, n'est reliée qu'à une partie des groupes, par des traits non fléchés et à la signification non définie ; quant au conseil de laboratoire, il flotte, isolé. En outre, rien ne circule et peu de liens apparaissent : si le CRH n'est évidemment pas un circuit de

¹ Je dois beaucoup sur ce point aux séminaires de Patrick Fridenson et d'Yves Cohen. Je tiens également à remercier Paul-André Rosental qui a suivi chaque étape de l'élaboration de cet article et Alain Chatriot et Juliette Hontebeyrie pour des relectures aussi exigeantes qu'amicales.

² On rappelle que ce texte date de 1999. L'organigramme indique qu'il a été mis à jour en mai 1998.

³ Il s'agit du rapport pour 1994-1997, p.5. Les rapports d'activités du CRH sont quadriennaux, mais des rapports intermédiaires sont généralement produits tous les deux ans. Pour le traitement systématique des données, des périodes de 2 ou de 4 ans ont été choisies afin de minimiser le nombre de périodes décrites tout en n'éliminant pas les grands points d'inflexion. Ainsi, parmi les rapports « 1990-93 », « 1994-95 » et « 1994-97 », qui signalent presque les mêmes enquêtes et participants, c'est le second qui a été choisi pour représenter la dernière période. En revanche, les textes introductifs de tous les rapports ont été exploités.

⁴ Olivier CINQUALBRE, « La mise en schémas de l'usine (1910-1930) », *Le Mouvement social*, n° 125, oct.-déc. 1983, pp. 97-112.

production, est-il un réseau de chercheurs ? Les liens ne sont qu'implicites, avec la présence multiple de certains individus. Les groupes fédérés seraient-ils donc isolés ?

La métaphore de l'organisation étatique comme celle de la firme⁵ ouvrent ainsi quelques pistes pour distinguer des variables pertinentes : concentration de la prise de décision, prédominance de liens horizontaux ou verticaux, existence de cultures communes, rapports avec l'extérieur – toutes variables dont la corrélation n'est jamais automatique. Quelques-uns de ces aspects peuvent être évoqués grâce à la prise en compte aussi bien des « organigrammes » et des discours qui les accompagnent ou les remplacent⁶ que de sources plus directes sur le travail collectif⁷.

Plus précisément, il s'agit ici d'étudier l'effet sur la structure du CRH de la multiplication des enquêtes collectives en son sein (près de 200 enquêtes étant lancées entre 1970 et 1995) et de l'importance identitaire qui leur est donnée, dont témoignent l'organigramme comme les sommaires des rapports d'activités.

Quelle est l'influence de ces spécificités du Centre sur ses frontières, internes et externes ? Ces collaborations, encouragées à l'échelle de groupes de deux à une dizaine de personnes, entraînent-elles des phénomènes de « coagulation » plus vastes ? Bref, les enquêtes unissent-elles le CRH, en constituant un élément identitaire et un ferment interdisciplinaire ; ou le divisent-elles plutôt en groupes limités, cadre de travail de « techniciens » spécialisés ou d'encadrement de doctorants ?

La tension est posée dès les premières enquêtes du Centre⁸, et la rhétorique des rapports d'activité du laboratoire, qui n'impose guère aux « enquêtes collectives » que d'impliquer plusieurs personnes (mais pas nécessairement plus d'un membre du CRH) et de donner lieu à des publications (ou du moins d'en projeter), permet en fait une floraison de structures, entre les modèles extrêmes que seraient le « laboratoire dans le laboratoire », enquête au long cours n'impliquant que des spécialistes d'un domaine bien défini, et le grand projet transversal.

La diversité de ces formes sera évoquée à partir d'une source pauvre : les listes des participants aux enquêtes (qui n'indiquent que leur grade et leur institution de rattachement), confrontées à celles des membres du CRH. Je me limiterai, pour l'analyse formelle, aux collaborations entre ces membres, sans ignorer pour autant les effets internes au Centre de l'ouverture des enquêtes à des participants extérieurs.

La source présente l'avantage d'être publique et continue dans sa forme depuis 1974, date à laquelle le modèle de l'enquête collective post-braudélienne, formulé autour de François Furet et d'Emmanuel Le Roy Ladurie, est constitué dans les discours, sinon majoritaire dans les pratiques⁹. J'ai

⁵ À cet égard, Mark GRANOVETTER, « Coase Revisited: Business Groups in the Modern Economy », *Industrial and Corporate Change*, vol. 4, n° 1, 1995, pp. 93-140, montre bien l'intérêt de la comparaison entre organisations politiques fédérales et groupes d'entreprises liées de façon plus ou moins formelle.

⁶ La détermination des auteurs des rapports d'activité n'est bien sûr pas simple. Si introductions et conclusions sont en général signées nommément par les directeurs du Centre, il est évident qu'elles sont aussi le produit de discussions et d'anticipations sur les attentes des lecteurs. En outre, les comptes rendus enquête par enquête fournis par leurs participants sont quelque peu lissés, ne serait-ce que dans leur présentation matérielle, avant d'être regroupés.

⁷ Il est évident que ces sources ne représentent pas elles-mêmes la « réalité » de ce travail. C'est avant tout la confrontation entre organigramme et sociogramme qui est intéressante. Celle-ci est parfois pratiquée par des sociologues des réseaux, en particulier Emmanuel LAZEGA dans sa thèse, résumée dans *Réseaux sociaux et structures relationnelles*, Paris, PUF, 1998.

⁸ Lutz RAPHAEL en rend compte dans un article que cette communication se propose de prolonger : « Le Centre de recherches historiques de 1949 à 1975 », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, n°10, avril 1993.

⁹ Comme Lutz RAPHAEL (*op. cit.*), Roger CHARTIER, « L'histoire culturelle », in Jacques REVEL et Nathan WACHTEL (éd.), *Une école pour les sciences sociales*, Paris, Cerf-EHESS, 1996, p. 76, met en évidence un tournant vers 1970, au

choisi, dans un premier temps, de prendre totalement au sérieux les indications fournies par cette source, de façon à en comprendre la logique interne. Chaque enquête est donc traitée à l'égal des autres. Si l'on suit la source, les participants sont ceux-là, et ceux-là seulement qu'elle nomme ; ils collaborent entre eux de façon homogène et égalitaire (les « responsables » étant eux-mêmes souvent, et de plus en plus, collégiaux). Et tout cela se joue au sein d'un CRH *a priori* généraliste et unifié.

Fort heureusement, à l'issue de l'expérience réapparaissent des résultats plus cohérents avec les souvenirs des acteurs¹⁰, et qui jettent sur eux un éclairage différent. Malgré la tentation, sensible dans les rapports, de ranger toute activité sous l'étiquette « collective » et malgré l'absence de mesure d'un « travail effectif », la source telle qu'elle est fournit une image rien moins qu'homogène ou statique.

Les rapports, insistant sur les nombreux liens horizontaux structurant le Centre, ont conduit au choix d'une mise à l'épreuve inspirée de l'analyse des réseaux sociaux¹¹. Cela implique deux mises en garde. D'une part, les enquêtes collectives, si elles retiennent avant tout l'attention des rédacteurs des rapports, ne doivent pas faire oublier l'existence d'autres liens, informels mais aussi formels (publications collectives par exemple) qui ne s'organisent pas forcément de la même façon et qui peuvent renforcer ou affaiblir ceux que créent ou que dévoilent les enquêtes. D'autre part, il faut se garder de durcir les oppositions que l'analyse de réseaux peut déceler entre des formes d'organisation, et surtout de les organiser en dichotomies autour des pôles chargés de jugements de valeur que seraient, par exemple, le « rigide-hiérarchique » et le « souple-distribué »¹². Bien souvent, l'intérêt de l'analyse de réseaux est justement de mettre en évidence des formes intermédiaires plus complexes.

J'esquisserai donc tout d'abord une chronologie de la plus ou moins grande intégration entre les différentes enquêtes, pour la mettre ensuite en rapport avec les changements intervenus en terme d'organisation du travail (statuts des participants, rapports avec l'extérieur...), puis avec les évolutions de l'historiographie, en termes de terrains et de méthodes.

Les enquêtes comme facteur d'intégration du CRH : évolutions d'ensemble

Pour obtenir une vision d'ensemble et des hypothèses de départ sur une structure que les acteurs s'accordent pour considérer comme très complexe, on peut commencer par observer des graphes représentant, pour chaque rapport d'activités, l'ensemble des liens entre enquêtes du CRH¹³.

moment où ces deux chercheurs alternent à la direction du CRH et publient leurs grands articles sur l'histoire quantitative. Les rapports expriment ce changement, quelques années plus tard, dans leur présentation matérielle : ce n'est qu'à partir du milieu des années 1970 que les enquêtes collectives y prennent la plus grande place et que tous leurs participants sont mentionnés.

¹⁰ Évoqués, du point de vue des chercheurs, dans J. REVEL et N. WACHTEL (éd.), *op. cit.*, et, dans le cadre du présent colloque, grâce à des interviews réalisées par Anne MARTIN-FUGIER.

¹¹ Cf. Claire LEMERCIER, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, à paraître en 2005 ; Pierre MERCKLÉ, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004, Alain DEGENNE et Michel FORSÉ, *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 2004 [1^{re} éd. 1994], ou Emmanuel LAZEGA, *op. cit.*

¹² Pour une analyse de ces possibles dérives idéologiques, on peut se reporter à Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, notamment chap. 5.

¹³ Les points représentent les enquêtes et les traits les liens : il y a un lien lorsque deux enquêtes partagent au moins un participant. L'algorithme choisi minimise la longueur des traits : il tend à rapprocher les groupes d'enquêtes densément reliées entre elles, i.e. impliquant les mêmes personnes. Il est à noter qu'une représentation des « liens » entre membres du CRH impliqués dans les mêmes enquêtes, complémentaire de celle choisie ici, donnerait les mêmes résultats généraux.

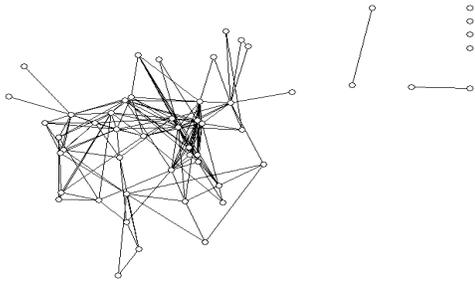
Ce type de représentation graphique est à considérer avec de grandes précautions. D'une part, il attire l'oeil vers les liens existants plutôt que vers les frontières éventuelles entre groupes : en effet, si les liens apparaissent, il est difficile de les comparer visuellement avec les « non-liens », ceux qui pourraient potentiellement exister entre n'importe quelles enquêtes mais qui ne sont pas réalisés. D'autre part, les choix de représentation des liens (dans le cas de liens multiples entre deux enquêtes par exemple) et d'algorithmes peuvent donner des impressions très différentes sur la densité et l'homogénéité du réseau reconstitué.

Néanmoins, ici, l'intérêt est surtout de comparer différentes époques, représentées selon les mêmes principes. Il s'agit aussi d'obtenir une première base, afin de confronter les grandes lignes de cette chronologie, d'une part avec des statistiques sur l'implication des différents membres du CRH dans les enquêtes selon leur statut et leur sexe¹⁴, d'autre part avec le discours tenu par les responsables du CRH en introduction ou conclusion des rapports. Ce discours peut éclairer en partie les raisons des évolutions, notamment lorsqu'elles répondent à une nouvelle politique préconisée par le CNRS, qu'il s'agit, dans les rapports, de convaincre. Et si les listes de participants aux enquêtes ne sont pas indépendantes de choix de présentation (mentionner tous les personnels par exemple), il semble tout de même raisonnable de postuler que les figures complexes de collaboration à l'échelle du Centre qui s'en dégagent n'ont pas été, en tant que telles, voulues par les rédacteurs. Les comparer avec des discours programmatiques peut donc mettre en évidence des écarts intéressants.

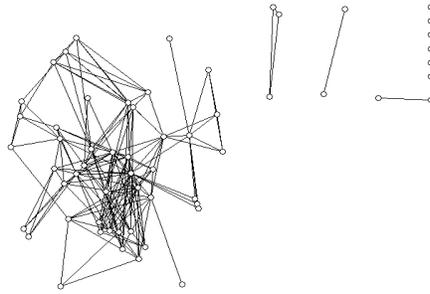
La comparaison des graphes obtenus fait émerger deux tournants, au début des décennies 1980 et 1990, et donc trois périodes caractérisées par des formes de polarisation très différentes du laboratoire, ou du moins de ses enquêtes collectives.

¹⁴ Ce sont les seules informations disponibles de façon homogène sur les membres du CRH. Il n'a pas été possible d'obtenir des informations exhaustives sur l'âge, la formation, la carrière préalable notamment, qui auraient sans doute été utiles.

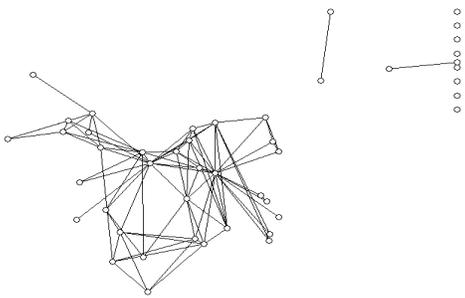
1974-78



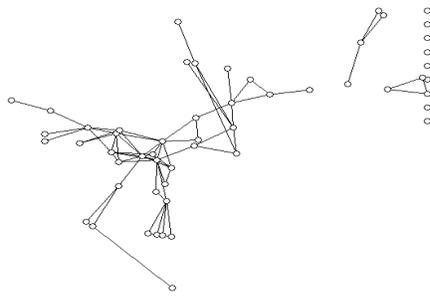
1978-80



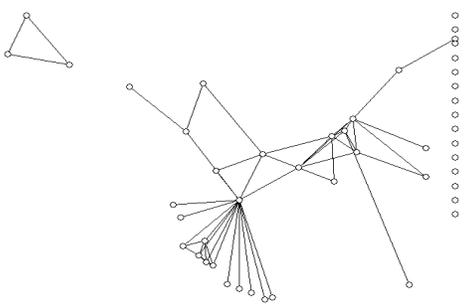
1980-82



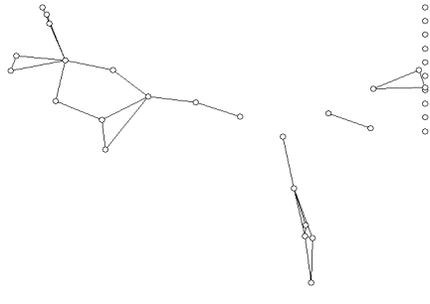
1982-86



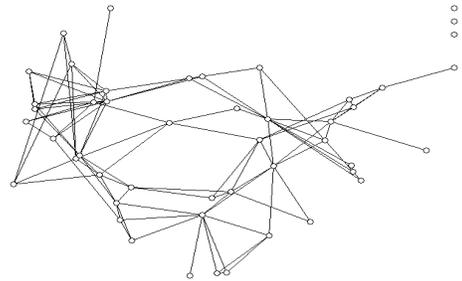
1986-89



1989-91



1994-95



Entre 1974 et 1982, presque toutes les enquêtes sont interconnectées de façon très complexe¹⁵. Les participations multiples sont la règle, avec un maximum en 1974-1978 où 57 % des membres participent simultanément au moins à 2 enquêtes et 7 membres au moins à 5 enquêtes (jusqu'à 10 pour Michel Demonet, statisticien de formation). La période 1978-1980 semble à la fois être celle de l'intégration la plus étroite et d'une certaine centralisation, alors qu'en 1980-1982 la structure s'aère et prend la forme d'une chaîne (les enquêtes se retrouvant liées de proche en proche plutôt que tous azimuts).

Parallèlement, si la partie du rapport de 1974-1978 consacrée aux enquêtes collectives commence par affirmer qu'« il n'existe pas, au sein du Laboratoire, de groupes de recherche structurés et de composition fixe » (p. 3), les rapports suivants nuancent cette affirmation, citant le Groupe d'archéologie médiévale, le Groupe d'anthropologie historique de l'occident médiéval (GAHOM), le Bureau d'études des méthodes archéologiques et le Laboratoire de démographie historique (LDH, intégré en 1978 dans le CRH tout en conservant certaines formes d'autonomie). Ces groupes, pérennisés jusqu'à aujourd'hui comme lieux de rattachement d'une partie du personnel du centre, entreprennent cependant eux-mêmes des enquêtes collectives qui ne se limitent pas à leurs membres et ne les impliquent pas tous à chaque fois. Sur le plan des enquêtes collectives, il ne s'agit donc pas, du moins pas à toutes les périodes de leur existence, de « laboratoires dans le laboratoire », même s'ils structurent indéniablement des pôles disciplinaires. Surtout, comme le soulignent les rapports, ces groupes sont loin de réaliser une partition de l'ensemble des chercheurs. Au-delà, c'est bien une communication généralisée qui semble dominer.

Au cours des années 1980, la fréquence des interconnexions entre enquêtes diminue, et si les enquêtes totalement isolées restent minoritaires, les liens ne se font plus guère que de proche en proche, et souvent par le biais d'un seul participant. Le pourcentage de membres du CRH impliqués dans plus d'une enquête ne cesse en effet de décroître, passant de 45 % en 1978-1980 à 17 % en 1989-1991, et on ne retrouve plus ou presque de membres participant simultanément à 5 enquêtes ou plus.

Les rapports d'activité incitent à rechercher les causes de cette évolution dans une politique délibérée, liée notamment aux recommandations formulées par la commission 40 du CNRS à l'automne 1980 et par le Comité de direction du CRH le 30 janvier 1981. Ces recommandations sont répétées tout au long des rapports des années 1980, ce qui prouve que leur mise en pratique est lente et difficile. Il s'agit de réduire le nombre d'enquêtes et leur durée, tout en assurant leurs débouchés par des publications plus nombreuses et plus rapides. Il est également question d'accorder plus de place à l'histoire économique, à l'histoire contemporaine et aux approches dites « critiques ».

Cela dit, rien de tout cela n'explique la tendance au fractionnement (ou, si l'on préfère, à la décentralisation) du laboratoire qui apparaît grâce à l'étude des enquêtes collectives. Au contraire, les rapports distinguent ces dernières des équipes permanentes spécialisées (les quatre groupes cités plus haut), qui elles-mêmes ne doivent pas être considérées comme des « enclaves » au sein du centre (1980-1982, p. 11). Cette insistance sur l'unité du centre pointe sans doute des inquiétudes face à une

¹⁵ On peut en outre noter, si l'on considère plutôt les membres du CRH, que peu d'entre eux sont présents mais isolés (c'est-à-dire participent à des enquêtes collectives dont tous les autres participants sont extérieurs au CRH). En outre, on passe sur cette période de 13 à 30 % de membres du CRH ne participant à aucune enquête, nombre stable ensuite. Il s'agit en partie du personnel purement administratif, et en partie de chercheurs ayant des pratiques différentes, dont le nombre est donc bien supérieur à ce qu'on attendrait d'après les discours programmatiques des rapports. Il est à noter que la présentation des rapports d'activité du Centre, en indiquant par ordre alphabétique des membres leurs publications, mais pas leurs participations aux enquêtes (classées par enquête seulement), permet de ne pas souligner que certains n'effectuent que des travaux individuels.

réorganisation perçue par les acteurs, à un moment où les effectifs des chercheurs sont en forte croissance.

Mais il faut souligner aussi que le rapport de 1982-1986 revendique l'accentuation de la « mobilité interne » dans le laboratoire, en évoquant une succession de recherches pour chacun plutôt qu'un cumul d'enquêtes à un même moment (seul saisi par les graphes). Toutefois, les sources n'attestent pas cette mobilité nouvelle. En revanche, le rapport de 1986-1989 souligne surtout la volonté de décentralisation des décisions, parlant « d'équipes » sans donner de définition précise de ce terme, mais soulignant par là l'existence de petits groupes mieux définis et plus autonomes que par le passé – même si « l'émergence de pôles » est supposée ne pas avoir conduit à un « éclatement de l'identité du Centre » (p. 3), la fluidité de ces pôles étant, là encore, soulignée.

Les formes d'éclatement (ou de décentralisation) visibles dans les graphes semblent toutefois disparaître au début des années 1990. À première vue, l'image rappelle celle des années 1970, avec encore moins d'isolés, mais un fonctionnement plus décentralisé : des renchéissements de liens complexes ont remplacé un rayonnement en étoile autour de quelques personnages intervenant dans beaucoup d'enquêtes. C'est sans doute ce que reflète la formule de « structure fédérative », apparue dans le dernier rapport, donc *a posteriori*. Le recentrage autour de six pôles larges y est autant souligné que la « forte densité de liens transversaux qui assurent à la fois la dimension collective et la spécificité du centre » (1994-1997, p. 13). Ce discours n'est d'ailleurs pas extrêmement différent de celui des années 1980, mais il s'appuie, comme on va le voir, sur la création de formes particulières d'enquêtes collectives qui en assurent la réalisation et qui sont presque opposées, malgré une dénomination commune, à celles des années 1970.

Structure des enquêtes et structure du CRH : les formes du travail collectif

Il est en effet nécessaire d'en revenir à une caractérisation précise du personnel impliqué dans chaque enquête pour mieux comprendre la chronologie décrite ci-dessus. Il faut tout d'abord souligner que l'interconnexion n'est pas corrélée avec le nombre global d'enquêtes, ni avec celui de membres du CRH, ni même, parmi eux, des chercheurs.

Le second est en croissance assez régulière, le troisième croît de plus en plus vite ; mais cette multiplication ne semble pas se traduire par la naissance d'« écoles » fermées les unes aux autres, en tout cas pas dans les rapports les plus récents. On pourrait toutefois faire l'hypothèse que dans les années 1980, le recrutement massif de chercheurs, rarement en début de carrière, donc déjà liés à des institutions extérieures, a impliqué, conjointement avec la disparition d'un corps très polyvalent comme celui des chefs de travaux, une réorientation des collaborations vers l'extérieur du centre.

Quant au nombre d'enquêtes en cours, il se maintient autour de 50 à chaque rapport, avec un pic à 59 en 1978-1980 et une chute à 34 en 1989-1991, deux périodes d'inflexion dans les politiques de recherche du CRH, voire du CNRS : il s'agit d'un côté d'un moment où beaucoup d'enquêtes se terminent tandis que d'autres se lancent, de l'autre, au contraire, d'un temps de latence entre ces deux étapes.

Au-delà de ces données très générales, deux explications de la différence entre années 1970 et 1980 viennent immédiatement à l'esprit, l'une plutôt externe, l'autre plus interne au Centre.

D'une part, une moindre interconnexion des enquêtes à l'intérieur du CRH, et surtout une moindre centralisation du réseau obtenu, peuvent être expliquées par une plus grande ouverture des enquêtes vers l'Université et/ou l'étranger : les liens débordent largement du Centre, seul saisi ici. La

présence, importante dans les années 1980, d'individus isolés dans des « enquêtes collectives » est à cet égard un indice : il s'agit en réalité d'enquêtes dont les autres membres n'appartiennent pas au CRH.

Si l'on distingue les enquêtes dont la majorité des membres appartient aux CRH des enquêtes essentiellement « extérieures », on constate en effet que les secondes sont majoritaires en 1980-1982 et en 1986-1989. Les rapports leur font d'ailleurs une place toute particulière dans les années 1980, créant une catégorie « groupes de travail nationaux et internationaux » au sein des « enquêtes collectives » en 1980-1982, et parlant de « désenclaver » (p. 178) le laboratoire, par l'interdisciplinarité et l'histoire comparée (ce qui n'est pas incompatible avec la création d'enclaves en son sein).

Une vision tout à fait volontariste du collectif demeure, mais ce ne sont plus les mêmes liens qui sont envisagés. La corrélation négative entre liens internes et externes correspond à une politique en partie explicitée, mais en partie seulement, puisque les discours impliqueraient plutôt que les nouveaux liens s'ajoutent aux anciens, au lieu de les remplacer. En effet, le rapport de 1982-1986 affirme à la fois que « l'organisation de la recherche » vise à « constituer des groupes de travail cimentés par une problématique commune, parfois appuyés sur un travail de séminaire, réunissant chercheurs de l'EHESS, chercheurs du CNRS et chercheurs des Universités – françaises et étrangères » (p. 16), et que les efforts ont porté sur « le resserrement des liens susceptibles de mieux cimenter une communauté de chercheurs et de techniciens aux compétences diverses et aux intérêts multiples » (p. 17) : le problème du devenir des techniciens dans ce nouveau contexte est en effet crucial. On peut ajouter que la question de l'ouverture à l'extérieur est liée à celle d'un certain « pilotage de l'extérieur » des choix de recherche, avec des contrats liés notamment à la préparation du bicentenaire de la Révolution. Cette nouveauté, très présente dans la mémoire des acteurs, relativise la marge de manœuvre de la direction du Centre.

Une certaine externalisation est en tout cas typique du tournant des années 1980 ; mais, antérieure au changement de forme du réseau des enquêtes, elle n'explique pas tout. On peut noter, en complément, que c'est aux mêmes dates que le plus d'enquêtes déclarent impliquer une autre catégorie de non-membres du CRH : les doctorants¹⁶. Ils ne sont parfois présents que par leur nombre, leurs noms n'étant pas cités, contrairement à ceux de l'immense majorité des collaborateurs extérieurs. Constituent-ils une nouvelle catégorie de chercheurs impliqués dans des projets éventuellement éphémères, ou participent-ils, par leur présence relativement longue et impliquant un encadrement, à la structuration de centres plus permanents, articulés autour de séminaires ? Si les rapports ne permettent pas de trancher, ils rappellent que ces problématiques se sont en partie substituées à celles qui impliquaient les ingénieurs (certains participant à beaucoup d'enquêtes aux thèmes différents, d'autres restant attachés à un groupe particulier), en les reformulant toutefois. En effet, les doctorants sont présents moins longtemps et ne constituent pas, au moins du point de vue du CNRS, une catégorie de membres du CRH. À cet égard, la disparition des « vacataires » dans les rapports est symptomatique : à la fin des années 1960, souvent étudiants, ils étaient engagés pour longtemps et cités parmi le personnel. Après 1975, ils ne sont plus que très rarement mentionnés : un contrôle plus strict des vacances accordées a probablement joué à la fois sur les formes d'implication des étudiants et sur le type d'enquêtes possibles.

À côté de ces influences « extérieures », mais déterminantes pour le travail collectif impliquant les membres statutaires du CRH, d'autres éléments d'organisation du travail expliquent le passage à une

¹⁶ C'est bien le fait de citer des doctorants qui nous intéresse ici, plus que la réalité de leur implication. Bien évidemment, l'évolution de leur place est liée à la création, au milieu des années 1980, de la thèse nouveau régime, qui implique des profils de carrière différents. Notamment, au contraire de ce qui se passait dans les années 1970, les ingénieurs ou chefs de travaux en cours de thèse sont de plus en plus rares, et le recrutement des ingénieurs s'arrête au moment où les doctorants (non ingénieurs) sont de plus en plus nombreux.

structure à base de petits groupes juxtaposés plutôt que de collaborations tous azimuts. Hiérarchies et méthodes ont évolué. Le rapport de 1990-1993 affirme ainsi que « la forme traditionnelle de l'enquête socialement hiérarchisée et destinée à rassembler, pour l'analyser, un corpus le plus souvent quantitatif a presque disparu. » (p. 195). Si les évolutions, très progressives, ne sont effectivement pas totalement achevées, il est en effet clair qu'on a assisté, si l'on conserve le point de vue des liens entre enquêtes, à la fin d'un « échange d'ingénieurs »¹⁷ entre chercheurs.

La structure du travail collectif dans les enquêtes peut être approchée par quelques indicateurs simples. Tout d'abord, l'effectif même des membres du CRH impliqués dans chaque enquête : environ 20 % des enquêtes mobilisent au moins 6 membres en 1978-1980 et 1980-1982, et même près d'un tiers en 1994-95, contre 10 à 15 % aux autres périodes. Or ce sont évidemment ces « grandes enquêtes », en général assez éphémères, qui ont le plus de chances de faire le pont entre des personnes ne travaillant pas habituellement ensemble, et donc de donner une image globale d'intégration.

Cela dit, dans cette catégorie générale des « grandes enquêtes », il est utile de distinguer celles qui font se rencontrer des chercheurs, par exemple pour produire à brève échéance un colloque ou un ouvrage collectif comparatifs, de celles qui mobilisent plutôt de nombreux ingénieurs de recherche autour de la production d'une base de données spécialisée. On peut donc distinguer par exemple les enquêtes qui impliquent plus de 3/4, soit d'ingénieurs, soit de chercheurs. Les secondes, qui représentent presque toujours plus de la moitié des enquêtes¹⁸, dépassent les 2/3 aussi bien en 1978-1980 qu'en 1994-1995. Quant aux « enquêtes d'ingénieurs », elles atteignent leur part la plus élevée (le quart des enquêtes) aussi bien en 1974-1978 qu'en 1982-1986 et 1986-1989. Enfin, si l'on reprend uniquement les « grandes » enquêtes aux trois périodes où elles sont les plus nombreuses, on constate qu'en 1974-1978 et 1978-1980 elles confrontent ingénieurs et chercheurs en nombres à peu près égaux, tandis qu'en 1994-1995 beaucoup sont des « enquêtes de chercheurs ».

On aurait donc dans les années 1970 une bipolarisation entre de petites enquêtes de chercheurs et des enquêtes moyennes et grandes impliquant plus d'ingénieurs, tout en restant hiérarchiquement mixtes (et donc probablement hiérarchisées dans leur fonctionnement). Si le second cas correspond bien à la rhétorique du collectif exprimée dans les rapports d'activité, la multiplication des petites enquêtes traduit plutôt une volonté de décrire comme collectifs des travaux de recherche qui restent beaucoup plus classiques, associant par exemple un directeur d'études et un maître de conférences, ancien élève du premier. Cette bipolarisation implique en tout cas que si l'on retire les ingénieurs du schéma des liens, celui-ci devient beaucoup moins dense (mais toujours plus que dans les années 1980). Ce sont surtout les ingénieurs qui « créent des liens ». Cela dit, il faut rappeler que tous ne sont pas cantonnés dans un rôle purement technique : beaucoup sont en fait également de futurs chercheurs en formation.

Dans les années 1980, au moment où les enquêtes sont moins nombreuses et moins intégrées, les ingénieurs prennent en fait, on l'a dit, une place encore plus grande. Mais c'est en grande partie l'effet d'un cycle de vie des enquêtes. Des recherches longues et difficiles, visant à produire des bases de données, se retrouvent presque abandonnées par les chercheurs qui les ont promues : ce sont les enquêtes que le Comité de direction du CRH de janvier 1981 poussait à « laisser s'éteindre », mais qui, réellement engagées dans le traitement d'un corpus, ont continué en changeant de forme, et

¹⁷ Informaticiens, documentalistes, mais aussi personnels aux compétences plus générales dont seul le statut est particulier. Vu la variété des statuts, j'utiliserai dorénavant le terme générique d'« ingénieurs » pour désigner tous les membres du CRH qui ne sont pas « chercheurs », i.e. ni maîtres de conférences ou chargés de recherche, ni directeurs d'études ou de recherches.

¹⁸ Parce que, lorsqu'une enquête implique un ou deux membres du CRH seulement, il s'agit presque toujours de chercheurs.

donc d'acteurs. Ce phénomène a d'ailleurs été cristallisé tardivement, dans le rapport de 1990-1993, par la distinction créée entre « enquêtes collectives » et « outils pour la recherche ». Cette césure qui, à travers la métaphore technique, indique bien le nouveau rôle dévolu aux ingénieurs, se trouve encore renforcée par l'apparition, au sein des « enquêtes collectives », des enquêtes impliquant uniquement de nombreux chercheurs, qui constituent en fait une extension du principe du séminaire fermé¹⁹.

Or ce sont ces dernières enquêtes qui sont à l'origine de la restauration de « ponts » entre les différentes parties du CRH : on peut donc se poser la question de la pérennité de ces ponts, sans doute éphémères ou plutôt volontairement voués à une recomposition rapide, au contraire de ceux des années 1970, qui ont mis longtemps à se rompre.

On peut confirmer ces analyses en calculant la densité d'ensemble des collaborations entre trois catégories de membres du CRH : « ingénieurs », « maîtres de conférences » (et chargés de recherches) et « directeurs »²⁰. Cette densité tourne en général autour de 10 % (5 à 13 %), ce qui prouve d'ailleurs que tous les changements signalés par ailleurs n'ont pas produit de véritables bouleversements, à cette échelle, dans l'organisation du travail collectif. Il est à noter que ces taux sont assez élevés : si la densité était homogène, cela signifierait que chaque membre du Centre travaille avec 10 % de ses collègues (en réalité, les collaborations multiples avec les mêmes personnes augmentent le résultat d'ensemble).

Quelques écarts sont significatifs : on a ainsi 25 % de collaboration entre directeurs en 1974-1978, ce qui prouve que l'intégration à ce moment ne se fait pas seulement par en bas ; mais ce phénomène, lié aux faibles effectifs de l'époque, disparaît rapidement. En revanche, en 1978-1980, on a 15 % de collaboration entre ingénieurs. En 1982-1986, tous les chiffres sont un peu plus faibles, et la collaboration entre directeurs tombe à 3%. C'est l'apogée d'un fonctionnement en « écoles » distinctes, souvent tournées vers l'extérieur.

Enfin, en 1994-1995, c'est la collaboration entre maîtres de conférences qui se distingue en atteignant 17 % (et ce malgré un recrutement massif qui a augmenté le dénominateur). Ainsi, les chercheurs n'apparaissent plus du tout comme « atomisés » et maintiennent des collaborations qui ne passent pas par le biais des ingénieurs. Ce chiffre est d'autant plus intéressant que maîtres de conférences et chargés de recherche collaboraient auparavant très peu entre eux. Il pouvait sembler logique, pour des chercheurs en début de carrière, de privilégier un travail avec des ingénieurs et/ou des directeurs. Sans doute lié à un recrutement mettant en présence beaucoup de chercheurs de la même génération, l'essor de la collaboration entre eux donne un caractère encore plus spécifique à la période la plus récente.

Que dire, après cet aperçu de l'implication différentielle dans les enquêtes selon les statuts, d'une éventuelle spécificité du sort des femmes, nettement ressentie par les intéressées ? Dans les années 1970, tandis que les femmes maîtres de conférences, pourtant rares, sont souvent en position de seules intermédiaires²¹ entre plusieurs enquêtes (cause ou conséquence de leur ascension personnelle,

¹⁹ La formule du séminaire est, dès les années 1980, présentée dans les rapports d'activité comme une alternative à l'enquête collective, plus rapide et plus orientée vers les aspects « critiques ». Cette complémentarité, voire ce glissement de l'une à l'autre forme de travail (notamment comme base des publications collectives), apparaissent aussi dans Roger CHARTIER, *op. cit.* et Jacques REVEL, « L'histoire sociale », pp. 49-72 du même ouvrage. Lucette VALENSI et Nathan WACHTEL, « L'anthropologie historique », pp. 251-274, soulignent plus encore le rôle tenu à cet égard par de grandes entreprises éditoriales comme les *Histoires* de la France rurale, de la famille, de la vie privée...

²⁰ Il s'agit de comparer le nombre de collaborations réellement existantes entre les directeurs, entre directeurs et ingénieurs, etc., avec le nombre de tous les liens possibles entre les personnes relevant de ces catégories.

²¹ L'intermédiarité constitue un indicateur chiffré en analyse des réseaux, qui a ici été calculé grâce au logiciel Ucinet (Stephen P. BORGATTI, Martin G. EVERETT and Linton C. FREEMAN, *Ucinet IV Version 1.00*, Columbia, Analytic

à l'époque exceptionnelle ?), ce sont les femmes ingénieurs qui, quasi à égalité avec les hommes directeurs, multiplient les enquêtes. Cette bipolarité signe une division du travail parfois caricaturale, accentuée par une différence entre sexes liée à la plus grande stabilité des femmes ingénieurs à leur poste. En effet, elles connaissent un peu moins de promotions internes que les hommes et quittent également moins souvent le CRH : leurs occasions de multiplier les enquêtes sont donc plus grandes. Faute d'une connaissance plus précise des parcours individuels, il est évidemment difficile d'envisager les raisons de cette disparité, que les intéressées expliqueraient volontiers par une certaine forme de discrimination et par le poids de leur vie familiale sur leur carrière.

Au contraire, dans les années 1980, les femmes, tous grades confondus, poursuivent leur rattrapage aussi bien dans les participations multiples que dans les positions d'intermédiaires... au moment même où ce ne sont plus les modèles dominants au sein du laboratoire. Ainsi, en 1986-1989, alors que jamais aussi peu de membres du CRH n'ont « relié » des enquêtes, ceux qui le font sont le plus souvent des femmes ingénieurs ayant beaucoup d'ancienneté, qui obtiennent plus souvent le titre de « responsables » d'enquêtes. Cette évolution ne fait que s'accroître en 1989-1991, mais est rompue en 1994-1995 par la création de la notion « d'outils pour la recherche », qui absorbe ce type d'enquête, et par le renouveau des collaborations « par en haut ».

Directions et structures de recherche : une perspective historiographique

Les pistes évoquées jusqu'ici concernent surtout l'organisation hiérarchique de la recherche collective au CRH, évidemment influencée elle-même par des mouvements de recrutement, de suppression ou de création de statuts, de réforme des thèses, déterminés à l'échelle de l'ensemble de l'Université ou du CNRS. Il est nécessaire de les compléter par la prise en compte des thèmes et méthodes des enquêtes, et donc de l'évolution de l'historiographie, avec toutes les réorganisations qu'elle suppose dans un laboratoire qui se veut, depuis l'origine, à la fois généraliste et à la pointe des évolutions. Cette tâche est difficile, dans la mesure où les enquêtes sont, on l'a vu, nombreuses (175 en tout, dont beaucoup se poursuivent sur de longues périodes), de durée et d'importance très variables, et interconnectées de façon complexe.

Pour y voir plus clair, il est utile de définir des groupes de quelques enquêtes partageant les mêmes collaborateurs (et constituant donc, avec ou sans statut officiel, un sous-groupe dans le centre). D'autre part, il est possible de mettre en évidence des liens (ou des frontières) entre ces groupes plus ou moins cohérents. C'est ce que l'on appelle, en termes de réseaux, une analyse de l'équivalence structurale. Les enquêtes sont classées soit dans des groupes denses et autonomes, soit dans une classe d'enquêtes isolées, soit dans un ensemble d'enquêtes partageant certains liens (avec une même enquête centrale par exemple). Il s'agit, concrètement, de regrouper les enquêtes qui entretiennent le même type de liens avec les autres : on peut donc regrouper deux enquêtes liées entre elles, comme deux enquêtes liées seulement à une même troisième²². À partir des liens observés,

Technologies, 1992). On peut résumer sa signification en disant qu'un intermédiaire constitue un pont unique, ou quasi unique, entre deux groupes dont chacun est dense mais qui entretiennent peu de liens entre eux. L'intermédiation peut être nulle pour un participant à plusieurs enquêtes si ses collaborateurs travaillent également ensemble sans lui. Cette notion, élaborée par Linton C. FREEMAN, « Centrality in social networks. Conceptual clarification », *Social Networks*, 1979, 1, p. 215-239, se rapproche ainsi du phénomène décrit dans le célèbre article de Mark S. GRANOVETTER, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 1973, 78, p. 1360-1380 : un lien entre deux groupes fermés joue souvent un rôle plus important qu'un lien situé à l'intérieur d'un tel groupe.

²² On a choisi ici l'algorithme Concor pour effectuer ce traitement. Cet algorithme, disponible dans le logiciel Ucinet, a été introduit par Ronald L. BREIGER, Scott A. BOORMAN, Phipps ARABIE, « An Algorithm for Clustering Relational

on fait donc émerger des frontières (ici, ce seront des frontières entre sous-disciplines définies par une période, un terrain, une méthode...) et des hiérarchies, des phénomènes de centre et de périphérie (ici, on verra émerger des thèmes plus ou moins centraux selon les périodes) : non pas une simple configuration, mais une structure très inégalement polarisée et clivée. Bien sûr, plus les liens sont denses et complexes (comme dans les années 1970), plus ce résultat résumé est sujet à caution ; néanmoins, testé avec plusieurs algorithmes, il s'avère globalement robuste²³.

Pour compléter cette analyse, on a isolé à chaque date les trois enquêtes présentant le plus fort indice d'intermédiarité, qui constituent donc des « ponts » entre sous-disciplines. On peut dans une certaine mesure les considérer comme emblématiques de ce qui fait, à chaque période, l'unité du CRH.

Enfin, on a intégré à la représentation graphique de synthèse ainsi obtenue les intitulés officiels des enquêtes à chaque période, quelle que soit leur longueur : en effet, ce qu'ils disent ou ne disent pas du terrain, de la période étudiée, etc. est en soi significatif d'évolutions de l'historiographie. S'y ajoutent les catégories imposées par les sommaires des rapports, indiquées sous la date et reprises par un code en face de chaque enquête. Ce ne sont que des cadres de classement : à l'exception de la dernière période, il n'y a pas dans les rapports de bilan des recherches par catégorie. On verra d'ailleurs que les liens entre enquêtes recourent contre toute attente assez rarement ces découpages entre « histoire économique », « histoire culturelle », etc.

Ces constructions permettent de retrouver globalement, mais avec une représentation graphique plus rigoureuse, car construite en fonction des problématiques, les évolutions déjà évoquées en ce qui concerne le niveau d'interconnexion global. Jusqu'en 1982 existent à la fois des groupes cohérents d'enquêtes assez nombreuses et montrant des points communs thématiques, ou, plus souvent, de terrain ou de méthode, et des liens denses entre ces groupes. Dans les années 1980, toutes les formes de liens sont beaucoup moins importantes, mais on retrouve des petits groupes très cohésifs, qui multiplient les enquêtes, toujours avec les mêmes personnes. Quant aux années 1990, on observe, dans cette comparaison fondée sur une quantification homogène, que c'est la constitution de regroupements assez denses de 5 à 10 enquêtes autour d'un large thème qui domine, tandis que chacun de ces pôles se retrouve plutôt isolé : on ne retrouve pas les échanges généralisés des années 1970.

Au-delà de ces confirmations générales, il est maintenant possible de suivre l'évolution d'un « centre de gravité » historiographique du CRH selon les périodes, ou encore le positionnement à chaque date d'une spécialité (comme l'histoire médiévale), voire d'une enquête précise. Les résultats pourront souvent sembler triviaux : ainsi du destin de la « longue durée » et des méthodes quantitatives, ou encore de la place des équipes de direction successives du centre, dont les membres sont souvent personnellement impliqués dans les enquêtes les plus « intermédiaires »²⁴ (que leur

Data with Application to Social Network Analysis and Comparison with Multidimensional Scaling », *Journal of Mathematical Psychology*, 1975, 12, p. 328-383. Il procède par corrélations successives entre l'ensemble des relations de chaque individu et par dichotomisation, ce qui a conduit ici à quelques aménagements mineurs des résultats pour rester au plus près de la structure observée des liens (en isolant par exemple 9 groupes plutôt que 8 à certaines dates).

²³ On a même tenté d'autres traitements en excluant les ingénieurs du raisonnement : les résultats restent généralement identiques, et les exceptions seront mentionnées dans le texte. En outre, le statut ambigu des ingénieurs, qui ne sont pas de simples subordonnés sans formation, implique qu'il serait absurde de les exclure d'un raisonnement plus historiographique.

²⁴ François Furet, Emmanuel Le Roy-Ladurie et la Statistique générale de la France ; Joseph Goy et les études sur le monde rural ; Christiane Klapisch puis Arlette Farge et l'histoire des femmes, Roger Chartier et les pratiques de l'écrit ; Patrice Bourdelais et Le Creusot, Louis Bergeron et l'histoire industrielle ; Lucette Valensi puis Alain

fonction soit plutôt la cause ou la conséquence de cette implication). Cependant, par rapport à la masse des enquêtes concernées, il est utile de passer par un traitement formel rigoureux, afin de pouvoir tenir un discours général sur l'évolution historiographique qui ne soit pas seulement une paraphrase des « nouvelles » orientations annoncées à chaque rapport (ainsi de l'annonce récurrente d'une priorité donnée à l'histoire économique, contemporaine ou comparée).

Légende des schémas :

- en gras, italique et souligné, les trois enquêtes ayant le plus fort indice d'intermédiarité à chaque période
- cohésion des groupes :



au moins 100% des liens possibles réalisés (c'est-à-dire que pratiquement toutes les enquêtes sont reliées entre elles, et souvent par plus d'un participant commun)



50 à 100% des liens possibles réalisés

- 0 à 50% des liens possibles réalisés (enquêtes peu liées entre elles mais ayant la même position vis-à-vis des autres)
- liens entre groupes : quand des liens ténus existent seuls, on a situé les groupes dans la même région du schéma ; sinon :
 - un trait normal indique 10 à 25% des liens possibles réalisés (entre toutes les enquêtes de chaque groupe)
 - un trait gras indique plus de 25% des liens possibles réalisés

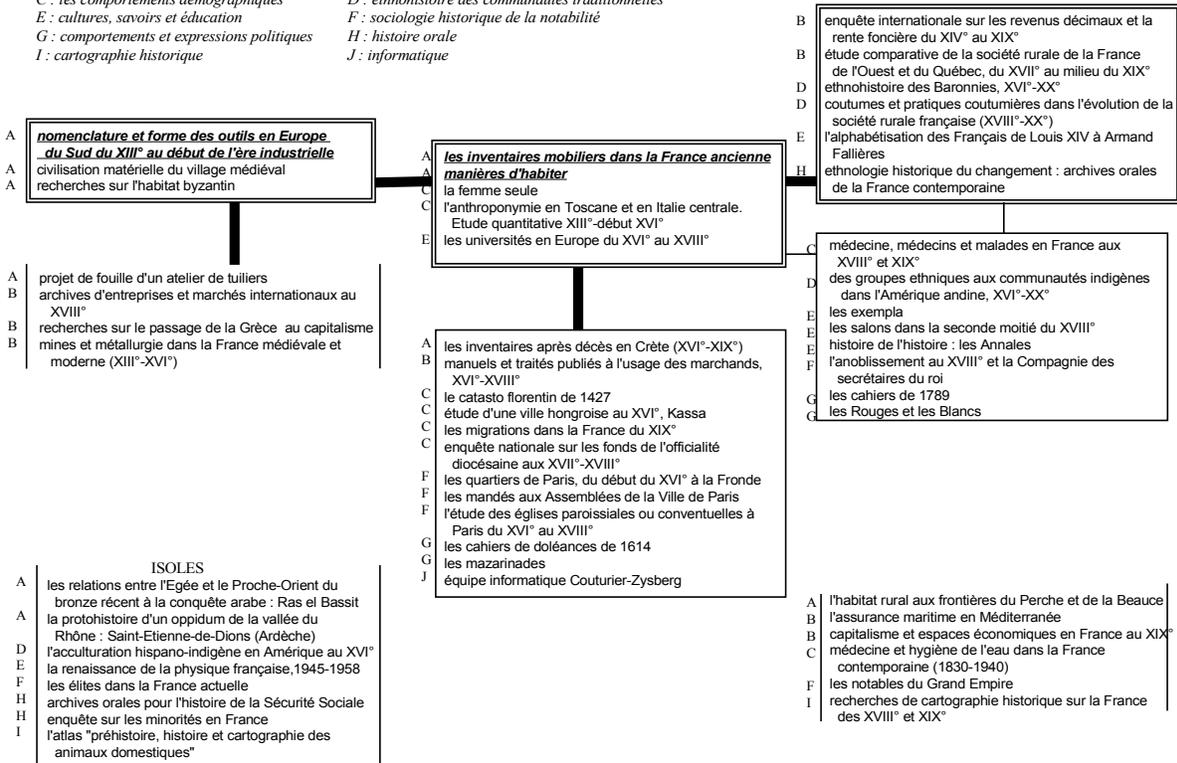
Avant de résumer les apports de ce traitement, il faut décrire, pour comparaison, le paysage de 1971-1972 et 1972-1974²⁵. Un noyau interconnecté regroupe à ce moment des enquêtes d'histoire moderne ; en périphérie de ce noyau, différentes enquêtes d'ordre économique ou démographique lui sont « reliées » par le biais de participants à l'enquête sur la Statistique générale de la France, qui joue un rôle nettement intégrateur. Or cette enquête disparaît ensuite des rapports.

Bureau et l'histoire religieuse, Bernard Lepetit, puis Paul-André Rosental et Gérard Béaur et l'histoire économique, sociale et « spatiale ». Cette énumération n'épuise évidemment pas les préoccupations de ces chercheurs, mais est à confronter avec l'évolution des enquêtes « intermédiaires ». Elle montre aussi que la collégialité de la direction permet souvent d'associer deux champs distincts.

²⁵ Pour ces deux périodes, les sources ne permettent pas le même traitement, puisqu'elles ne donnent que les noms des responsables des enquêtes ; cela donne tout de même une idée des liens « par en haut » entre sous-disciplines.

1974-1978

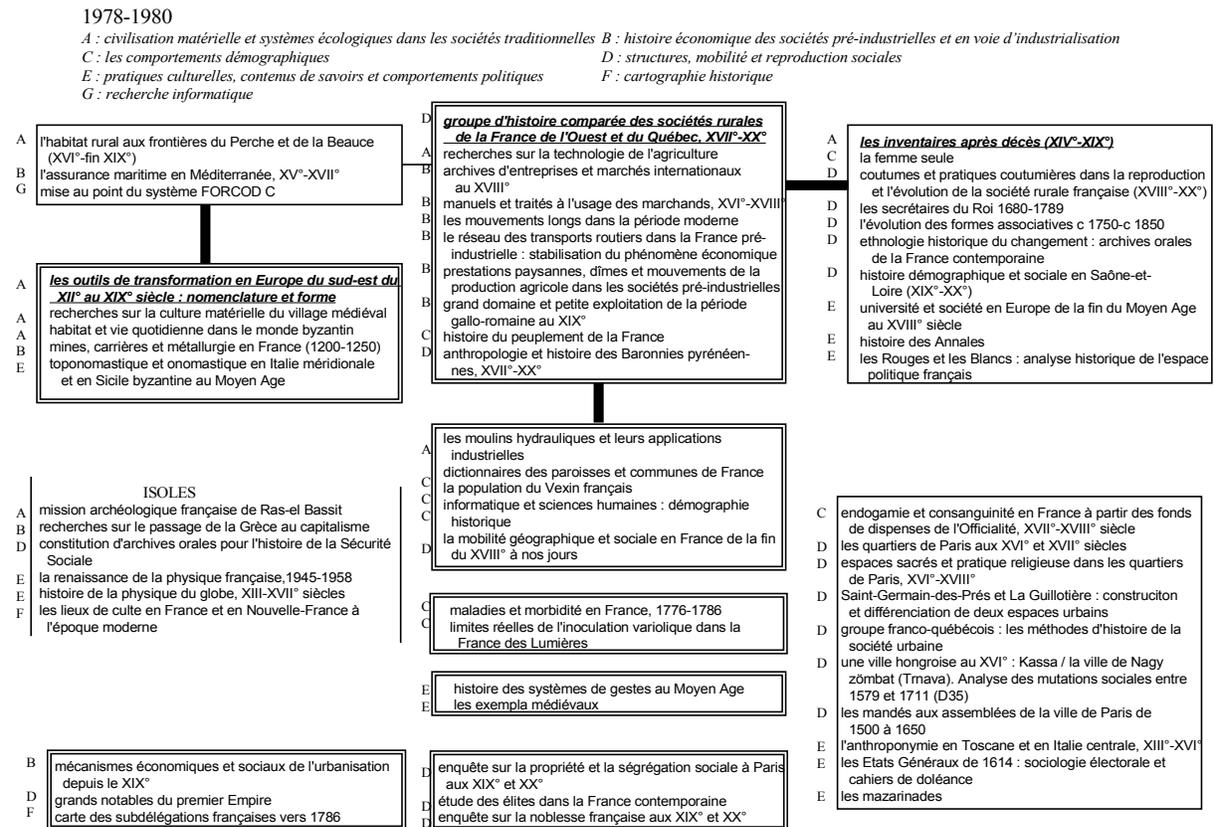
- A : civilisation matérielle et systèmes écologiques dans les sociétés traditionnelles
 B : histoire économique des sociétés pré-industrielles et en voie d'industrialisation
 C : les comportements démographiques D : ethnohistoire des communautés traditionnelles
 E : cultures, savoirs et éducation F : sociologie historique de la notabilité
 G : comportements et expressions politiques H : histoire orale
 I : cartographie historique J : informatique



Plus généralement, en 1974-1978, les enquêtes d'histoire moderne, plus souvent « vieillissantes », même si elles restent les plus nombreuses, intègrent moins d'individus d'horizons divers, et donc se retrouvent en position moins centrale. En outre, elles sont divisées en deux pôles, couvrant tous deux divers domaines et de cohésion moyenne, mais dont l'un est plus marqué par les choix de l'histoire quantitative. Les pôles les plus denses (et connectés entre eux : il s'agit des trois groupes en haut du schéma) tournent plutôt autour de la civilisation matérielle, de l'ethnohistoire et de la longue durée, avec des méthodes diverses, de l'archéologie à l'histoire orale. Ce sont ceux où se réalise « l'échange d'ingénieurs » : si on ignorait les ingénieurs, une histoire moderne assez atomisée dominerait le paysage.

Les enquêtes les plus intermédiaires ont d'ailleurs toutes une dimension archéologique (non exclusive). Deux d'entre elles sont nouvelles et sont pour beaucoup dans la réorganisation du paysage, car elles impliquent de nombreux membres du laboratoire : « nomenclature et forme des outils en Europe du Sud du XIII^e siècle au début de l'ère industrielle » (plutôt liée aux enquêtes archéologiques et économiques de la gauche du schéma), et « manières d'habiter » (qui fédère le groupe où elle se retrouve, composé d'enquêtes employant de nombreux ingénieurs, sur des terrains variés, mais se retrouve aussi reliée à presque toutes les enquêtes d'histoire moderne quantitative). La troisième, lancée quelques années auparavant mais qui a fluctué quant aux terrains étudiés, concerne les inventaires après décès sur une longue période et son profil se rapproche du précédent : en effet, elle fédère à ce moment beaucoup de participants autour de questions méthodologiques de codage informatique. Ces deux dernières enquêtes ont d'ailleurs eu un destin ironique : « manières d'habiter » a disparu comme enquête sans donner lieu à des publications propres (même si elle a pu influencer

celles de ses membres), et l'enquête sur les inventaires, après des années de discussion méthodologique tous azimuts, s'est poursuivie très longtemps, mais dans un groupe beaucoup plus fermé. Peut-on dire pour autant que leur place centrale en 1978 ne signifie rien ? Au contraire, on peut penser qu'à travers un effet d'annonce ou un regroupement provisoire d'énergies, ce sont les préoccupations des acteurs qui transparaissent – au-delà de leurs capacités concrètes de travail.



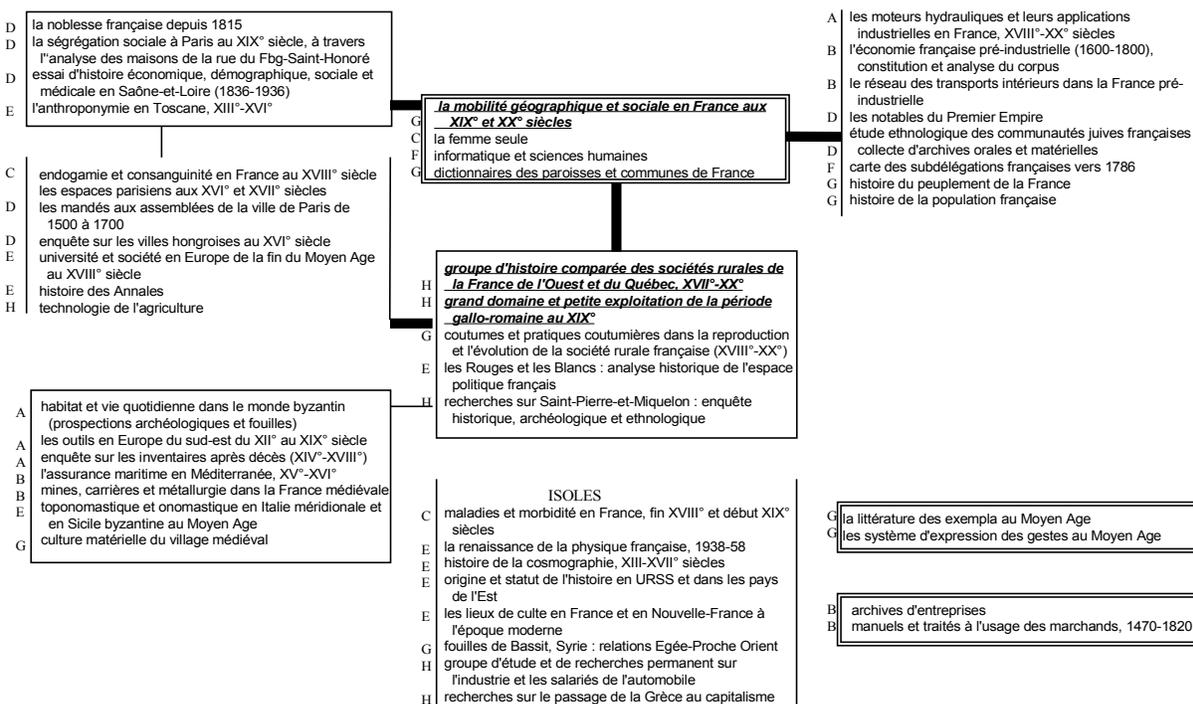
En 1978-1980, si la structure d'ensemble est du même type, les thèmes les plus centraux se sont modifiés. La période moderne, et notamment le XVIII^e siècle, ne constituent plus guère en eux-mêmes des axes de regroupement (c'est plutôt le XVII^e qui fédère un groupe d'enquêtes nombreuses mais assez périphériques par rapport au reste du laboratoire). Les enquêtes portant sur de longues durées sont de plus en plus nombreuses, et, de façon assez mécanique, se retrouvent en position centrale, puisqu'elles associent des membres du CRH d'horizons variés. Tandis que la civilisation matérielle garde une place importante, mais moins centrale (ainsi l'enquête sur les outils ne fédère plus que son propre groupe), c'est surtout un terrain rural, étudié sous des angles soit économiques, soit anthropologiques, qui constitue le lien entre beaucoup d'enquêtes ; à cet égard, l'influence de Joseph Goy, lui-même ruraliste et directeur du Centre, a sans doute été déterminante. Si c'est à cette date que la position des ingénieurs est la plus déterminante pour le schéma (ainsi, le premier groupe en haut à gauche se construit autour de l'informaticien Marcel Couturier), la centralité de l'histoire rurale concerne également les chercheurs.

La seule « nouvelle » enquête intermédiaire (qui était présente, mais beaucoup moins centrale, dans la période précédente) est d'ailleurs le « groupe d'histoire comparée des sociétés rurales de la

France de l'Ouest et du Québec, XVII^e-XX^e siècles », dont les participants se retrouvent aussi bien dans les enquêtes économiques qu'anthropologiques. Par ailleurs, on peut noter l'émergence d'un groupe d'enquêtes dont la caractéristique commune est avant tout d'impliquer plusieurs types de sources et des terrains souvent vastes : ainsi « la femme seule », « université et société en Europe de la fin du Moyen Age au XVIII^e siècle », « histoire démographique et sociale en Saône et Loire (XIX^e-XX^e siècle) », entre autres. Ces enquêtes, malgré leur grande diversité, partagent beaucoup de participants, notamment ingénieurs. Enfin, on peut noter que la période 1978-1980 est caractérisée, non pas par l'augmentation du nombre d'enquêtes totalement isolées, mais par l'apparition de groupes de 2 ou 3 enquêtes, en fait articulées autour d'un chercheur. Le GAHOM de Jacques Le Goff et Jean-Claude Schmitt se distingue ainsi, avec les enquêtes sur les gestes et les exempla, qui structurent ensuite durablement ce groupe très autonome.

1980-1982

A : civilisation matérielle et systèmes écologiques dans les sociétés traditionnelles B : histoire économique des sociétés pré-industrielles et en voie d'industrialisation
 C : les comportements démographiques D : structures, mobilité et reproduction sociales
 E : pratiques culturelles F : recherche cartographique et informatique
 G : équipes fixes du centre (BEMA, GAM, GAHOM, LDH) H : groupes de travail nationaux ou internationaux



La période 1980-1982, par rapport à la précédente, est marquée par la pleine intégration des enquêtes de démographie historique, qui se retrouvent dans des groupes très variés : le Laboratoire de démographie historique, tout juste rattaché au CRH à la période précédente, maintient une cohésion interne appuyée sur une spécificité méthodologique (à ce moment marquée par l'utilisation de l'informatique). Mais, au début des années 1980, cette spécificité est en partie masquée par l'implication de ses membres dans d'autres enquêtes. Certes, il faut sans doute mettre à part l'importante place d'intermédiaire tenue à cette date par l'enquête dite TRA (« la mobilité géographique et sociale en France aux XIX^e et XX^e siècles »), liée à la fois à l'histoire rurale, à l'histoire sociale, notamment à dimension prosopographique, et à l'histoire économique. Cette enquête,

apparue dans les rapports d'activité dès 1974-1978, commence en fait à peine sa mise en place concrète au début des années 1980. L'ampleur des dépouillements nécessités par le projet de suivre 3 000 familles a ensuite causé de nombreuses fluctuations dans les listes de participants déclarés, généalogistes correspondants ou chercheurs plus ou moins directement impliqués. Là encore, c'est plutôt le poids de l'enquête dans les discours (en l'occurrence les déclarations de participation) qui est significatif d'une place un moment centrale.

En effet, cette place de la démographie historique n'est pas qu'un artefact. Elle constitue une sorte de carrefour, comme l'histoire rurale (et ce aussi bien pour les chercheurs que pour les ingénieurs). Cette dernière est encore très présente, notamment à travers deux « groupes de travail », le « groupe d'histoire comparée des sociétés rurales » et « grand domaine et petite exploitation de la période gallo-romaine au XIX^e siècle » qui, pour dépasser largement les limites du CRH, n'en regroupent pas moins des participants variés au sein même du Centre (dont beaucoup, paradoxalement, au sein d'enquêtes d'histoire urbaine). En revanche, les méthodes archéologiques et les terrains méditerranéens ont tout à fait perdu leur place centrale. Au total, c'est tout de même la continuité qui domine, marquée par le fait qu'aucune des enquêtes les plus intermédiaires n'est nouvelle.

Au contraire, en 1982-1986, on retrouve, dans cette position, deux enquêtes toutes récentes : « les pratiques de l'écrit dans les sociétés traditionnelles, XVII^e-XIX^e siècles » et « politique et relations sociales », et une autre, plus ancienne mais qui n'avait jamais tenu une telle position : « la femme seule ». Ces trois enquêtes impliquent souvent les mêmes personnes, et, plutôt que de constituer réellement des « ponts » entre domaines très différents mais bien définis, assurent la cohésion d'un groupe certes disparate, mais centré sur l'histoire sociale et culturelle. C'est d'ailleurs dans le domaine des « pratiques culturelles » qu'ont été lancées le plus d'enquêtes nouvelles (alors que les enquêtes sur ces thèmes étaient rares et souvent isolées à la période précédente). De nombreux témoignages créditent Roger Chartier, principal promoteur des enquêtes successives sur les usages de l'imprimé, d'avoir mis en place des formes de travail différentes, tout en impliquant un personnel nombreux et comprenant des ingénieurs (la centralité de ces enquêtes disparaît si on ne prend en compte que les chercheurs).

Par opposition au modèle d'enquête lourde, fondée sur une division du travail précise, qu'est l'enquête TRA sur les « 3 000 familles », Jacques Revel évoque ainsi « une forme de travail qui rassemble, de façon plus souple et dans des formes de collaboration plus autonome, des chercheurs autour d'un projet général »²⁶. Les témoignages des acteurs²⁷ appliquent le même type de description aux enquêtes successives en histoire des femmes, qui impliquent notamment Christiane Klapisch-Zuber, co-directrice du CRH avec Roger Chartier au début des années 1980.

Ce groupe est relié, de façon assez ténue, à quelques enquêtes d'histoire moderne, urbaine ou comparée. Au-delà, le paysage est éclaté et il ne reste pas grand chose des grands thèmes des années précédentes : ils sont l'occasion de moins d'enquêtes et celles qui restent sont moins fédératrices. Il est d'ailleurs symptomatique que les « grandes lignes » de l'activité du CRH dans le rapport au CNRS se résument à ce moment à une liste d'enquêtes particulières, référées au nom de leur responsable (« la grosse enquête de Jacques Dupâquier », p. 13, par exemple). Le rapport admet que « la définition de l'enquête est sans doute moins rigide et moins claire qu'elle n'a pu l'être » (p. 3), tout en revendiquant un changement : le passage de la construction de corpus lourds à des enquêtes plus monographiques. Les multiples petits groupes présents sur le schéma apparaissent ainsi assez spécialisés, et généralement organisés autour d'un ou de quelques chercheurs : François Furet,

²⁶ Jacques REVEL, *op. cit.*, p.67.

²⁷ Recueillis par Anne Martin-Fugier, ils insistent notamment sur l'écoute accordée à chacun(e) quel que soit son statut.

Jacques et Mona Ozouf sur la Révolution française, Marc Ferro sur l'URSS, Louis Bergeron sur l'histoire des élites et de l'industrie par exemple. Cet éclatement touche en effet au premier chef l'histoire contemporaine, qui est aussi le lieu de beaucoup de collaborations avec l'extérieur du Centre.

1982-1986

A: civilisation matérielle et systèmes écologiques dans les sociétés traditionnelles B: histoire économique des sociétés pré-industrielles et en voie d'industrialisation
 C: mouvements de la population et comportements démographiques D: structures, mobilité et reproduction sociales
 E: pratiques culturelles F: pratiques politiques
 G: contributions au bicentenaire de la Révolution française H: enquêtes sur contrats
 I: enquêtes achevées pendant cette période

E
F
C
les instituteurs de la Belle Epoque
les Rouges et les Blancs
la Révolution française et la naissance de la politique moderne

C dictionnaires des paroisses et communes de France
 C histoire du peuplement de la France
 D 3000 familles. La mobilité géographique et sociale en France aux XIX^e et XX^e siècles
 I l'économie française pré-industrielle (1600-1800), constitution et analyse du corpus
 I le réseau des transports intérieurs dans la France pré-industrielle

D stratégies familiales aristocratiques dans l'Antiquité romaine
 D grands notables du premier Empire
 I les moteurs hydrauliques et leurs applications industrielles en France, XV^e-XX^e siècles
 I mines, carrières et métallurgie dans la France médiévale
 I carte des subdivisions françaises vers 1786

E les pratiques de l'écrit dans les sociétés traditionnelles XVI^e-XIX^e
 F politique et relations sociales
 I la femme seule
 C la société face au problème de l'abandon et l'industrialisation, essai d'histoire économique, démographique, sociale et médicale en Saône-et-Loire (1836-1936)
 D coutumes et pratiques coutumières dans la reproduction et l'évolution de la société rurale française (XVIII^e-XX^e)
 E l'anthroponymie en Toscane, XIII^e-XVI^e
 E les traités culinaires anciens (XIV^e-XVIII^e)
 E culture et pouvoir des femmes
 I universités et sociétés dans l'Europe moderne. Histoire sociale des populations étudiantes

D les espaces parisiens aux XVI^e et XVII^e siècles
 D naissance d'une haute noblesse d'Etat: les présidents à mortier et les gens du roi du Parlement de Paris entre 1572 et 1661
 E les "relations géographiques des Indes" et l'acculturation hispano-indigène en Nouvelle-Espagne au XVI^e
 I médecine et société en France et en Espagne, XV^e-XX^e siècles
 I les mandés aux assemblées de la ville de Paris de 1500 à 1650

A ISOLEES
 B fouilles de Bassit, Syrie: relations Egée-Proche Orient
 B manuels et traités à l'usage des marchands, 1470-1820
 D recherches sur le passage de la Grèce au capitalisme
 E étude sur la noblesse française au XIX^e
 E les cultes et les lieux en France et en Nouvelle France à l'époque moderne
 E la mémoire nationale française
 G les députés à l'Assemblée Constituante
 I endogamie et consanguinité dans la France d'Ancien Régime
 I la renaissance de la physique française, 1938-58

A la culture matérielle médiévale: villes et campagnes
 A enquête sur les inventaires après décès (XIV^e-XVIII^e)
 B l'assurance maritime en Méditerranée
 I les outils en Europe du sud-est du XII^e au XIX^e siècle
 I les techniques de conservation des grains

E la vie intellectuelle au tournant des XIX^e et XX^e siècles
 G le théâtre à Paris pendant la Révolution française

E origine et statut de l'histoire en URSS et dans les pays de l'Est
 F consensus et société en Union soviétique
 F iconothèque russe et soviétique

D recherches sur les juifs français
 E connaissance de la Sécurité Sociale: essai d'analyse de diffusion culturelle (1945-1963)
 E médiateurs du savoir et du sacré dans les sociétés musulmanes
 I mémoires juives

E la littérature des exempla au Moyen Age
 E le système d'expression des gestes au Moyen Age
 E recherches sur les images médiévales
 F dons, monnaies, prélèvements

En tout cas, en 1989-1991, « La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ? » reste la seule enquête à assurer cette fonction. Cela dit, elle implique moins de participants et relie des enquêtes moins variées que précédemment. Il est remarquable que les trois enquêtes les plus intermédiaires soient les mêmes qu'à la période précédente, alors que par ailleurs un certain renouvellement s'est fait sentir (même si le nombre global d'enquêtes en cours a nettement diminué). En fait, les enquêtes nouvelles ont surtout été lancées au sein du Laboratoire de démographie historique, à la faveur de son changement de direction (passée à Hervé Le Bras). Or le LDH apparaît à cette période comme très autonome. La seule évolution notable, mais à la lueur de la période suivante surtout, serait le début de réintégration de l'histoire médiévale, lié à la participation à l'enquête sur les pratiques de l'écrit du médiéviste Alain Boureau²⁸ : en effet, au cours des années 1990, en partie sans doute grâce à l'accession de ce dernier à la co-direction du Centre, l'histoire médiévale a acquis un rôle beaucoup plus transversal que précédemment.

1994-1995

pour mémoire : A : histoire sociale des populations

C : histoire sociale des pratiques culturelles

E : histoire socio-culturelle du religieux

G : outils pour la recherche

B : histoire de l'économie, du travail, des techniques et des entreprises

D : histoire socio-culturelle du politique

F : histoire et espace

lecture et écriture, XVI^e-XIX^e
la lanterne magique
littérature, politique et société
les pratiques épistolaires au XIX^e
histoire des femmes

G
G

les mises en scène du pouvoir : confrontations d'histoire de l'art et d'histoire politique
pouvoir et savoir dans l'Espagne médiévale
les images médiévales
les exempla médiévaux
histoire comparée des phénomènes de conversion
le voeu dans l'Europe médiévale et moderne
les identités pélerines dans l'Europe moderne
base de données exempla
les images médiévales

les dépendances au travail
l'industrie et les salariés de l'automobile
l'esclavage : une approche comparative
les visites *ad limina apostolorum*

histoire des techniques
la métallurgie ancienne en forêt d'Othe
les constructions publiques en métal
les inventaires mobiliers (XIV^e-XVIII^e)
histoire de la mécanisation de la France
grands notables du premier Empire
la littérature agricole imprimée en Europe moderne
banque d'analyse des textiles

G
G
G

ordres et classes
espace et territoire dans les sciences sociales
les sociétés paysannes
stratification sociale et mobilité géographique en France, XIX^e-XX^e
réseaux sociaux en Europe contemporaine
Etat et savoir démographique
l'invention scientifique de la Méditerranée
dictionnaire des paroisses et communes de France
dictionnaire des lieux habités de la France (XIX^e-XX^e)
atlas de la révolution française

G
G
G

l'émergence des catégories économiques dans l'histoire européenne
repenser l'histoire économique
la vie intellectuelle contemporaine (GREVIC)
naissance d'une haute noblesse d'Etat
le droit de bourgeoisie

transition sanitaire, épidémiologie, santé publique
ville et santé
la formation des populations industrielles
statistique spatiale pour les historiens

G

ISOLES
l'Etat et la définition du social
manuels marchands
iconothèque russe et soviétique

G
G

En 1994-1995, si le trait saillant est la quasi-disparition des enquêtes isolées, le retour de liens transversaux se fait, on l'a dit, par en haut, avec les « groupes de réflexion » mis en place en mars 1994, à la suite de trois journées de colloque interne tenues en octobre 1993, et dont beaucoup sont décrits comme de nouvelles enquêtes. D'après le rapport de 1990-1993 (p. 18), des incitations de la part du département des Sciences humaines et sociales du CNRS pour « structurer plus nettement la

²⁸ Cette participation date en fait de la période précédente, mais n'apparaissait pas sur le schéma : le poids de ce lien unique était plus faible. Il apparaît relativement plus fort dans une période de faible densité générale des liens.

recherche collective » ont également conduit à créer de nouvelles « équipes permanentes ». Cela dit, la définition et la liste de ces équipes, dont certaines émergeaient dès 1989-1991, est tout à fait fluctuante dans les quatre derniers rapports (à l'exception de celles qui existaient dès les années 1970, comme le GAHOM ou le LDH). Si, dans la pratique, elles sont notamment caractérisées par une certaine autonomie financière, leur rapport aux enquêtes n'est pas standardisé, au point que des équipes comme le GREVIC (vie intellectuelle contemporaine) ou le GERPISA (industrie et salariés de l'automobile) apparaissent dans la liste des enquêtes collectives pour 1994-1995.

Par ailleurs, le rapport de 1994-1997 regroupe les enquêtes en quelques grands thèmes aux dénominations nouvelles. Pour chaque thème, en plus d'une liste d'enquêtes, on retrouve des rubriques « orientation » et « projets », postulant que ce niveau de regroupement n'est plus seulement rhétorique, mais se traduit par une coordination des objectifs. Mais on constate aussi la volonté de rattacher, dès que possible, chaque enquête à plusieurs thèmes²⁹. Ainsi, si des changements très importants ont lieu dans les liens entre enquêtes, ils ne sont pas la conséquence mécanique d'un projet totalement cohérent : plusieurs voies sont explorées de concert, avec plus ou moins d'impact sur la source étudiée ici.

Il est donc intéressant de constater, d'après les participations annoncées des membres du CRH, ce qui l'emporte, de la construction de pôles ou de celle de liens transversaux. La principale nouveauté est à cet égard une structuration, certes souple, en 6 ou 7 groupes de 5 à 10 enquêtes, voire en deux grands ensembles plus vastes. On retrouve donc une dominante très différente de l'échange général d'ingénieurs, ou de la fédération d'énergies autour de quelques grandes enquêtes transversales. Ce résultat, largement fondé, on l'a vu, sur la naissance d'entreprises collectives à durée de vie limitée, et donc délibérément instable, délimite deux grands domaines qui font sans doute rejouer, mais de façon renouvelée dans chaque pôle, la dichotomie entre quantitatif et qualitatif (caractérisée aussi par la plus grande présence des ingénieurs dans le pôle économique et social).

D'une part, les enquêtes d'histoire culturelle, médiévale et religieuse – et du travail –, reliées entre elles, mais de façon assez ténue, forment des sous-groupes denses, dont le point commun est de donner une grande place à l'histoire comparée (et donc à des enquêtes ouvertes à l'extérieur du CRH). D'autre part, on a plutôt une circulation généralisée entre des groupes moins étanches (à l'exception peut-être de l'histoire des techniques), réintégrant des aspects moins présents depuis les années 1970, comme l'économie ou l'espace, spécialités de Bernard Lepetit. C'est de ce côté que se retrouvent les enquêtes les plus « intermédiaires », toutes nouvelles et créées explicitement dans cette optique, même si l'une d'entre elles a plus une fonction de fédération tous azimuts (« ordres et classes ») tandis que les deux autres tendent plutôt à organiser des pôles permanents (« histoire des techniques » et « espace et territoire dans les sciences sociales »). Si la notion de « structure fédérative » revendiquée par le rapport d'activité évoque bien l'équilibre recherché entre unité et autonomie, la pondération entre ces deux aspects reste donc différente selon les domaines.

Les quelques résultats fournis par cette étude des rapports d'activité du CRH rappellent, de façon peut-être triviale mais aussi salutaire, l'existence de hiérarchies, de frontières (sous-)disciplinaires, de périodes de plus ou moins grande intégration, au sein de ce qui apparaissait au premier abord comme un laboratoire homogène et interconnecté, au point d'être indescrivable en termes d'organigramme.

Ces résultats montrent aussi que prendre au sérieux des données fournies dans une forme rhétorique très élaborée n'empêche ni d'effleurer une réalité plus complexe et moins formelle, ni de mieux comprendre cette rhétorique elle-même. Ainsi, il a été possible de prendre en compte

²⁹ C'est pour cela que seuls les « outils pour la recherche » ont été distingués sur le schéma, même si celui-ci fournit pour mémoire les nouveaux intitulés.

l'existence de plusieurs grandes formes d'enquêtes, plus ou moins typiques d'une période ou d'un domaine historique, et souvent éloignées de l'image dominante et mythique qui se dégage des textes et de la forme des rapports eux-mêmes.

L'organigramme « réel » du CRH, quelle que soit la période, et particulièrement après les réorganisations des années 1990, ne constitue au total ni un modèle de division du travail, ni un archipel des enquêtes symptôme de relativisme et d'individualisme retrouvés, ni une toile d'araignée, « société en réseau » idyllique innervée par la libre collaboration. Son étude nous ramène surtout aux bouleversements tout à fait concrets induits par les évolutions rapides de l'historiographie et des politiques de la recherche pendant ces vingt dernières années.

Or la chronologie qui émerge d'une étude exhaustive des rapports retrouve certes de grandes préoccupations historiographiques successives (le quantitatif, l'histoire rurale, la civilisation matérielle, l'apport de l'anthropologie, l'histoire culturelle, le « tournant critique » autour de Bernard Lepetit) mises en évidence dans des textes beaucoup plus généraux, comme ceux, déjà cités, de Jacques Revel et de Roger Chartier. Mais elle place ces évolutions de fond, comme d'ailleurs celles des formes concrètes du travail collectif, en moyenne une dizaine d'années après celles que repèrent les deux chercheurs : c'est apparemment le temps qu'il faut à un thème ou à une méthode portés par un chercheur ou par une seule enquête collective pour devenir, sinon majoritaires, du moins fédérateurs. À ce décalage s'ajoutent les questions que pose le rôle souvent central, y compris dans l'organisation du travail proprement historique, qu'ont joué, dans des situations très différentes, les co-directeurs successifs du CRH, alors même que d'autres chercheurs tout aussi reconnus faisaient le choix d'un travail essentiellement individuel, ou limité à une équipe permanente et spécialisée.

De la même façon qu'en histoire des techniques émerge un intérêt pour leurs usages et leur diffusion, distinct de l'étude des innovations³⁰, ces résultats incitent à développer une histoire des pratiques historiennes contemporaines³¹ (des laboratoires, des thèses, des publications...), non pas détachée, mais complémentaire de celle des « grandes œuvres ».

³⁰ Voir, par exemple, David EDGERTON, « De l'innovation aux usages. Dix thèses éclectiques sur l'histoire des techniques », *Annales HSS*, juillet-octobre 1998, n° 4-5, p. 814-837.

³¹ Elle viendrait en complément des nombreux travaux menés par Olivier DUMOULIN sur les historiens de l'entre-deux-guerres. Par ailleurs, on peut citer une présentation courte mais suggestive des directeurs de thèse les plus fréquents en histoire contemporaine, fournie par Gérard NOIRIEL, *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine ?*, Paris, Hachette, 1997 : l'auteur souligne lui-même le décalage entre ses résultats et les évolutions historiographiques qu'il a décrites auparavant.